



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 2 - Côte d'Ivoire | Septembre 2025



La stabilité et la résilience face aux tensions sociopolitiques

Résumé exécutif

Entre le 20 août et le 19 septembre 2025, les moniteurs déployés dans douze régions du pays ont signalé 48 incidents de violence, révélant une hausse des tensions sociales et sécuritaires à l'approche de l'élection présidentielle du 25 octobre 2025. Les indicateurs de cohésion sociale montrent la persistance de discours clivants dans les médias et de propos à caractère ethnique ou xénophobe, souvent liés à des rivalités communautaires locales. Sur le plan de la gouvernance démocratique, les alertes concernent surtout le respect des droits humains, l'indépendance de la justice et les arrestations d'opposants ou de journalistes, traduisant une crispation du climat politique. La sécurité intérieure demeure préoccupante, avec des cas récurrents de circulation d'armes légères, d'agressions, de criminalité violente, et un sentiment d'insécurité exprimé par les populations.

Les zones frontalières, notamment à l'ouest et au nord, restent vulnérables aux trafics transfrontaliers et aux flux migratoires inhabituels. Dans l'ensemble, les données laissent apparaître un niveau d'alerte globalement « jaune », signe d'une stabilité relative mais fragile, exposée à des risques de dérive sécuritaire et communautaire sans mesures préventives renforcées.

Faits saillants

Les données recueillies par les moniteurs entre le 20 août et le 26 septembre 2025 mettent en évidence plusieurs dynamiques préoccupantes :

- Tensions sociales et communautaires : résurgence de propos clivants à connotation ethnique et régionale, de conflits intercommunautaires et de discours polarisants relayés par certains médias et leaders locaux.
- Vulnérabilités politiques et institutionnelles : signalement de restrictions aux libertés publiques, avec des arrestations de journalistes, d'opposants et d'activistes, ainsi que des doutes sur l'indépendance de la justice et le respect du calendrier électoral.
- Inquiétudes sécuritaires : présence de groupes d'auto-défense, circulation d'armes légères, vols armés, agressions et trafic de stupéfiants, alimentant un sentiment d'insécurité dans plusieurs localités.
- Pressions transfrontalières : observation d'un flux inhabituel de migrants depuis le Ghana à la suite d'un conflit communautaire et de trafics illicites dans les zones frontalières de l'ouest et du nord.
- Facteurs de vulnérabilité sociale : violences faites aux femmes, accidents routiers et catastrophes naturelles isolées, qui accentuent la précarité dans certaines zones rurales et périurbaines.

Ces constats traduisent une stabilité nationale sous tension, marquée par des fragilités locales persistantes et une vigilance accrue nécessaire à l'approche du scrutin présidentiel.

INTRODUCTION

À deux semaines de l'élection présidentielle de 2025, la Côte d'Ivoire évolue dans un climat de stabilité apparente mais sous tension. Les signaux recueillis entre le 20 août et le 26 septembre 2025 révèlent une fragilisation du tissu social et une multiplication d'incidents à caractère communautaire et sécuritaire, particulièrement dans certaines zones urbaines et frontalières. Si la présence étatique demeure effective, la période observée a été marquée par une montée des discours clivants, des restrictions à l'espace civique, et une insécurité diffuse alimentée par la circulation d'armes légères et la recrudescence de violences locales. Ces dynamiques traduisent une vulnérabilité croissante du contexte préélectoral, sur fond de méfiance politique et de crispations sociales.

Dans ce contexte, le dispositif d'alerte précoce du projet RESDECS poursuit sa mission de suivi, d'analyse et d'anticipation des risques sociopolitiques et sécuritaires. Les données collectées par les moniteurs dans douze régions du pays offrent une lecture fine des signaux faibles et tendances émergentes, en vue de soutenir la prise de décision et la prévention des crises.

La note de politique n°2 s'appuie sur ces observations pour dresser un état actualisé des dynamiques de tensions et de vulnérabilités au cours de la période étudiée. Elle met en lumière les facteurs de risque les plus significatifs, les zones de préoccupation prioritaire, ainsi que les orientations stratégiques à renforcer pour préserver la cohésion sociale et la stabilité nationale à l'approche du scrutin.

Méthodologie

La méthodologie employée pour l'élaboration de ce second rapport s'appuie sur la collecte systématique et l'analyse des données de terrain effectuées entre le 20 août et le 26 septembre 2025 par les moniteurs du dispositif d'alerte précoce du projet RESDECS. Ces derniers, répartis dans douze régions clés (Abidjan,

Bagoué, Bounkani, Duékoué, Moronou, Iffou, Man, Bangolo, Guiglo, N'zi, Tchologo et Toulepleu), assurent une couverture territoriale diversifiée, permettant de saisir à la fois les dynamiques urbaines et rurales.

Les moniteurs procèdent à une veille documentaire régulière, à une revue de presse systématique, ainsi qu'à la collecte d'informations qualitatives et quantitatives issues d'observations directes et de sources locales fiables. Les données recueillies portent sur des incidents sécuritaires, des tensions sociales et communautaires, des manifestations politiques et des phénomènes de criminalité ou de catastrophes naturelles.

Résultats

1. Facteurs structurels et conjoncturels de vulnérabilité

Les données collectées au cours de la période du 20 août au 26 septembre 2025 confirment la persistance de vulnérabilités structurelles profondes, auxquelles s'ajoutent de nouvelles tensions conjoncturelles liées à l'approche de l'élection présidentielle. Ces dynamiques se traduisent par une multiplication d'incidents localisés, révélant un climat sociopolitique tendu et une fragilisation des équilibres communautaires.

Un premier facteur de vulnérabilité réside dans la détérioration du climat politique. Les moniteurs signalent une montée des discours clivants dans les médias et sur les réseaux sociaux, souvent à caractère ethnique ou régional, qui attisent la méfiance entre groupes sociaux. Des arrestations d'opposants, de journalistes et d'activistes ont également été relevées, alimentant un sentiment de restriction de l'espace civique. Dans plusieurs localités, notamment à Abidjan et dans le centre du pays, la population exprime une crainte grandissante d'un retour aux violences électorales.

Les tensions intercommunautaires constituent un autre foyer de vulnérabilité. Elles se manifestent par des conflits liés au foncier, à l'accès aux ressources naturelles et à des rivalités identitaires

locales. Dans certaines zones rurales de l'Ouest et du Nord, des affrontements ponctuels ont opposé des groupes communautaires autour de questions de propriété ou de représentativité locale. Ces tensions, souvent réactivées par des enjeux politiques ou électoraux, traduisent une fragilité sociale persistante.

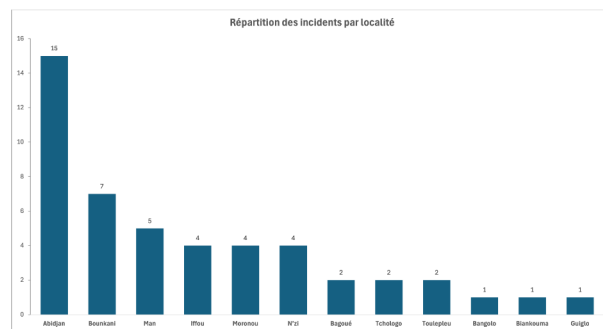
Sur le plan sécuritaire, la situation demeure préoccupante. Les moniteurs ont rapporté plusieurs cas de circulation d'armes légères, de vols à main armée et d'agressions contre des autorités locales, ainsi que la présence de groupes d'auto-défense dans certaines zones frontalières. Ces dynamiques traduisent une perte partielle de confiance envers les forces de sécurité et une tendance à l'auto-protection communautaire.

Dans l'Ouest, notamment, la porosité des frontières continue de favoriser les trafics illicites (drogue, orpaillage clandestin) et les flux migratoires inhabituels, notamment en provenance du Ghana à la suite de conflits locaux.

Par ailleurs, des incidents liés à la sécurité routière, des violences faites aux femmes et une catastrophe naturelle isolée rappellent la fragilité des dispositifs de protection sociale et la vulnérabilité des populations face aux chocs du quotidien. Ces événements, bien que localisés, contribuent à nourrir un sentiment d'insécurité généralisée et une fatigue sociale perceptible.

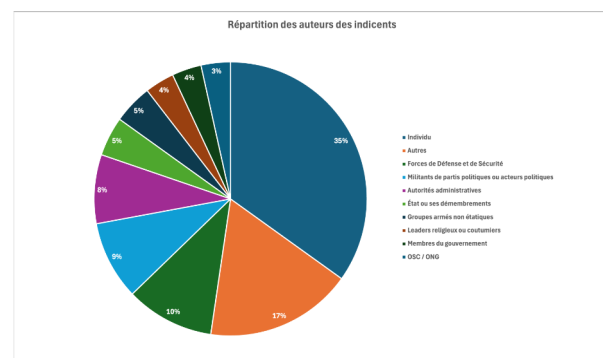
Dans l'ensemble, les résultats de cette deuxième période de suivi confirment un niveau d'alerte globalement « jaune », signe d'une stabilité relative mais précaire. Les tensions politiques, les crispations identitaires et l'insécurité diffuse s'entrecroisent et risquent, sans mesures préventives appropriées, d'éroder davantage la confiance entre les citoyens et les institutions. Cette situation requiert une vigilance renforcée et une action concertée des acteurs étatiques et communautaires pour prévenir toute escalade à l'approche du scrutin présidentiel.

Durant la période du 20 août au 26 Septembre 2025, les quatre moniteurs déployés ont remonté 48 incidents de violences répartis comme suit :



Il y a plus d'incidents à Abidjan en raison de sa forte concentration de population, de son statut de centre économique et de l'afflux de migrants, qui créent des tensions et des défis. L'urbanisation rapide a mené à des problèmes de planification urbaine, de précarité et de criminalité dans certains quartiers, en plus des inégalités socio-économiques. Aussi, les enjeux politiques, dans ce contexte électoral, se jouent dans la scène politique en capitale ivoirienne.

Durant la période considérée, 48 incidents de violence ont été enregistrés par les moniteurs



dans les douze régions de couverture du dispositif. Leur répartition thématique met en lumière trois dynamiques principales : la persistance des tensions sociopolitiques, la multiplication d'incidents sécuritaires localisés, et la fragilité du tissu communautaire dans certaines zones sensibles.

2. Tensions sociopolitiques et crispations préélectorales

La période d'observation correspond à une phase de forte polarisation politique, marquée par la montée des discours clivants et des revendications liées au processus électoral. Plusieurs indicateurs de la gouvernance démocratique ont atteint un niveau d'alerte « jaune » ou « orange », notamment ceux relatifs à la protection des droits humains, à la liberté de la presse et à l'indépendance de la justice. Les arrestations d'opposants et de journalistes, relevées dans certaines localités, traduisent un resserrement de l'espace civique. Cette situation alimente un sentiment de peur et de méfiance vis-à-vis des institutions, en particulier à Abidjan, dans les régions du Moronou et de l'Iffou.

3. Vulnérabilités sécuritaires et insécurité diffuse

Les incidents liés à la sécurité et à la paix intérieure représentent la part la plus importante des alertes. Les moniteurs ont relevé des cas récurrents de circulation d'armes légères, d'attaques armées, de vols violents, ainsi que la présence de groupes d'auto-défense dans plusieurs zones rurales. À l'Ouest (Duékoué, Bangolo, Guiglo, Toulepleu), les trafics transfrontaliers et la criminalité organisée demeurent endémiques, tandis que dans le Nord (Tchologo, Bagoué), la proximité des frontières favorise les mouvements de migrants et de trafiquants en provenance des pays voisins. Ces phénomènes, conjugués à la faible confiance dans les forces de sécurité, renforcent le sentiment d'insécurité généralisée observé dans les rapports des moniteurs.

4. Fragilités sociales et tensions communautaires

Sur le plan social, les données signalent plusieurs propos à caractère haineux, xénophobe ou ethnocentré, ainsi que des conflits intercommunautaires autour du foncier ou d'activités économiques locales. Ces incidents, souvent d'ampleur limitée mais à forte charge

symbolique, traduisent une érosion de la cohésion sociale et une instrumentalisation des appartenances identitaires dans un contexte électoral tendu. Des affrontements mineurs ont notamment été rapportés à la suite de matchs de football, révélant la facilité avec laquelle des tensions latentes peuvent dégénérer en violences.

5. Incidents divers et vulnérabilités connexes

En marge des violences politiques et communautaires, des incidents isolés ont été observés : violences faites aux femmes, catastrophe naturelle ponctuelle, accidents routiers et trafics de stupéfiants. Ces événements illustrent la multiplicité des sources de vulnérabilité dans les territoires, et la limite des mécanismes locaux de prévention et de protection.

L'ensemble des incidents recensés confirme un niveau d'alerte globalement « jaune », correspondant à une situation sous contrôle mais instable. Si aucun foyer majeur de violence généralisée n'a été observé, la fréquence des incidents à caractère politique et communautaire signale un risque de dégradation rapide du climat social à l'approche du scrutin présidentiel. Les données suggèrent que l'interaction entre tensions politiques et vulnérabilités locales (économiques, identitaires, sécuritaires) constitue aujourd'hui le principal facteur de risque pour la cohésion nationale.

L'analyse des incidents recensés au cours de la période considérée révèle une situation de vigilance accrue, marquée par une multiplicité de signaux faibles traduisant la persistance de tensions structurelles et de fragilités conjoncturelles. Sur les trente et un (31) incidents relevés, la majorité se situe au niveau d'alerte jaune, indiquant une stabilité relative mais fragile, tandis qu'un nombre plus restreint d'incidents « orange » et un seul « rouge » soulignent la présence de foyers de tension localisés susceptibles de dégénérer.

Dans le domaine de la cohésion sociale, les données recueillies mettent en évidence un climat de fragilité relationnelle entre communautés, exacerbé par la résurgence de discours clivants et identitaires. Les propos à caractère ethnique, régional ou religieux se multiplient dans certains médias et sur les réseaux sociaux, alimentant un sentiment de méfiance et de différenciation entre groupes. Les affrontements autour d'activités sportives, comme les matchs de football, traduisent également la perméabilité de la sphère sociale à la conflictualité latente. Ces manifestations, bien que souvent limitées dans leur ampleur, témoignent d'une érosion progressive du vivre-ensemble, surtout dans les zones où le tissu social reste marqué par les séquelles des crises passées.

Sur le plan de la gouvernance politique et démocratique, les signaux d'alerte confirment un resserrement de l'espace civique. Des arrestations de journalistes, d'opposants et d'activistes ont été signalées, nourrissant le sentiment d'un recul des libertés publiques. Le cadre juridique et institutionnel de protection des droits humains fait l'objet de critiques récurrentes, notamment quant à l'indépendance de la justice et à la transparence du processus électoral. Dans plusieurs localités, les citoyens expriment une peur diffuse, reflet d'une défiance vis-à-vis des institutions et d'une inquiétude quant à l'évolution de la situation politique à l'approche de la présidentielle de 2025. Cette tension politique, bien que contenue, agit comme un facteur catalyseur de mécontentements sociaux et pourrait, en l'absence de médiation efficace, raviver des clivages anciens.

La sécurité demeure le domaine le plus préoccupant, concentrant près des deux tiers des incidents répertoriés. Les moniteurs signalent une circulation persistante d'armes légères, des attaques armées sporadiques, ainsi que la reformation de groupes d'auto-défense dans certaines zones rurales et périurbaines. Ces dynamiques traduisent une insécurité diffuse et polymorphe, entretenue par des trafics illicites (stupéfiants, orpaillage clandestin, contrebande) et par la faiblesse du contrôle territorial de l'État.

Par ailleurs, les sentiments d'insécurité exprimés par les populations illustrent une anxiété sociale croissante face à la criminalité ordinaire et à la violence urbaine. À ces facteurs s'ajoutent des éléments aggravants, tels que les violences faites aux femmes, les catastrophes naturelles et les accidents routiers, qui accentuent la vulnérabilité des communautés locales.

Un fait notable concerne également le flux inhabituel de migrants en provenance du Ghana, consécutif à un conflit communautaire. Ce mouvement transfrontalier illustre la porosité des frontières et la dimension régionale des risques sécuritaires, appelant à une coopération accrue entre les pays voisins en matière de veille et de prévention.

Dans l'ensemble, l'analyse montre que la situation sociopolitique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire reste relativement stable mais exposée. Les incidents de niveau « jaune » constituent autant de signaux avant-coureurs d'une dégradation possible, notamment si les tensions politiques s'intensifient dans le contexte électoral. La coexistence de facteurs de vulnérabilité (tensions communautaires, défiance politique, criminalité et catastrophes) crée un environnement où un incident localisé pourrait aisément prendre une dimension nationale.

Ainsi, la période observée appelle à un renforcement des mécanismes de prévention et d'alerte communautaire, à une communication apaisée entre les acteurs politiques et à une présence plus effective des forces de sécurité dans les zones sensibles. Le maintien de la paix sociale dépendra, à court terme, de la capacité des autorités et des acteurs de la société civile à anticiper les crises, à désamorcer les tensions et à rétablir la confiance entre l'État et les citoyens.

5. Réponses institutionnelles et communautaires

Face aux incidents recensés et aux vulnérabilités observées, les autorités ivoiriennes et les acteurs locaux ont déployé diverses réponses visant à préserver la stabilité, apaiser les tensions et

renforcer la cohésion sociale. Ces interventions, bien qu'importantes, restent contrastées dans leur efficacité et révèlent des limites institutionnelles persistantes.

Sur le plan politique et institutionnel, l'État a renforcé la présence administrative dans certaines zones jugées sensibles, notamment à travers la multiplication de missions de sensibilisation et de concertation avec les leaders communautaires. Des campagnes officielles ont également été menées pour promouvoir la paix, la tolérance et la participation citoyenne au processus électoral à venir. Toutefois, la perception d'une justice sélective et la lenteur dans le traitement des contentieux politiques et fonciers continuent d'alimenter la méfiance. Comme le souligne un moniteur de Daloa : « Les populations disent que les promesses de médiation ne sont pas toujours suivies d'effet, surtout quand les décisions tardent à être appliquées ». Ce déficit de confiance compromet la portée des initiatives de dialogue engagées au niveau local.

Sur le plan sécuritaire, les forces de défense et de sécurité ont intensifié leurs patrouilles dans plusieurs zones à risque, notamment dans les régions frontalières et urbaines où les trafics illicites et la criminalité urbaine se sont multipliés. Des opérations de ratissage ont permis de réduire temporairement la circulation d'armes légères et de démanteler certains réseaux de stupéfiants. Cependant, ces interventions s'accompagnent parfois d'arrestations arbitraires ou de violences policières, perçues comme excessives par les populations. Un moniteur à Bouaké rapporte : « Les habitants reconnaissent que la présence des forces a ramené le calme, mais beaucoup disent aussi qu'ils ont peur des contrôles trop musclés ». Ce constat illustre le dilemme récurrent entre efficacité sécuritaire et respect des droits fondamentaux.

Dans le domaine de la cohésion sociale, la société civile et les communautés locales demeurent en première ligne. Associations de jeunes, organisations de femmes et leaders religieux multiplient les initiatives de médiation et les dialogues intercommunautaires, souvent en appui

aux autorités préfectorales. Ces actions, bien que modestes, ont permis d'atténuer certaines tensions locales, notamment dans les zones mixtes où cohabitent plusieurs groupes ethniques. À Korhogo, par exemple, un moniteur indique : « Le dialogue entre chefs de communautés a permis d'éviter une escalade après un différend sur la gestion du marché communal ». Ces efforts traduisent une résilience communautaire notable et un sens aigu de la responsabilité sociale, même si leur impact reste limité par le manque de ressources et de coordination avec les autorités étatiques.

Concernant la gestion des catastrophes et risques environnementaux, les réponses institutionnelles demeurent essentiellement réactives. Les services techniques et les collectivités locales interviennent principalement après les sinistres, à travers des actions d'urgence (aide humanitaire, relogement temporaire, curage ponctuel des caniveaux). Cependant, l'absence d'une véritable politique de prévention et de planification urbaine accentue la récurrence des incidents, notamment les inondations dans les quartiers précaires. Un moniteur d'Abobo rapporte : « Les secours arrivent toujours après coup, mais rien n'est fait pour éviter que cela recommence ». Cette faiblesse structurelle met en évidence la nécessité d'une approche plus anticipative et intégrée de la gestion des risques.

Enfin, sur le plan transfrontalier, les autorités ivoiriennes ont renforcé la surveillance et la coopération avec les pays voisins, notamment le Ghana, pour encadrer les flux migratoires inhabituels observés à la suite d'un conflit communautaire. Toutefois, la porosité des frontières et le manque de moyens logistiques limitent la portée de ces actions, laissant persister un risque de déstabilisation régionale.

Dans l'ensemble, les réponses institutionnelles et communautaires témoignent d'une volonté réelle d'apaisement et de stabilisation, mais elles demeurent freinées par des faiblesses de coordination, des lenteurs administratives et un déficit de confiance entre les citoyens et les institutions. Le renforcement du dialogue local, la

professionnalisation des interventions sécuritaires et la mise en place d'un mécanisme de prévention plus intégré apparaissent comme des leviers essentiels pour consolider les acquis et prévenir toute résurgence de crise.

6. Recommandations

Sur la base des incidents recensés, des indicateurs analysés et des réponses observées, plusieurs recommandations sont formulées afin de renforcer la résilience nationale, prévenir les risques de déstabilisation et consolider la cohésion sociale à la veille de l'échéance électorale de 2025.

i. Renforcer la gouvernance, la justice et la confiance citoyenne

- Accélérer le traitement des dossiers sensibles (litiges fonciers, conflits électoraux, arrestations politiques) afin d'éviter l'enlisement des contentieux et les frustrations populaires.
- Renforcer l'indépendance et la proximité de la justice, notamment par la création de chambres de conciliation dans les tribunaux de première instance des zones rurales.
- Institutionnaliser la médiation communautaire en s'appuyant sur les chefs coutumiers, les autorités religieuses et les organisations locales pour résoudre les différends avant leur judiciarisation.
- Communiquer davantage sur les actions gouvernementales en matière de gouvernance et de cohésion afin de restaurer la confiance dans les institutions publiques.

ii. Améliorer la réponse sécuritaire et la prévention des risques

- Former les forces de défense et de sécurité à la gestion proportionnée des foules et au respect des droits humains lors des opérations de maintien de l'ordre.

- Mettre en place des comités locaux de sécurité communautaire, associant autorités locales, jeunes et femmes dans la détection précoce des menaces.
- Renforcer la coopération transfrontalière pour contenir les trafics d'armes, de stupéfiants et les flux migratoires non contrôlés en provenance des zones frontalières instables.
- Équiper les postes de sécurité ruraux pour leur permettre de réagir plus rapidement aux incidents signalés, notamment dans les zones minières et frontalières.

iii. Consolider la cohésion sociale et la médiation communautaire

- Soutenir financièrement et techniquement les initiatives locales de dialogue intercommunautaire dans les zones à risque (Ouest, Nord et Centre du pays).
- Impliquer davantage les jeunes et les femmes dans les activités de prévention, la sensibilisation à la paix et la gestion des différends communautaires.
- Valoriser les médias communautaires et radios locales dans la lutte contre les discours de haine et la diffusion de messages de cohésion et de tolérance.
- Mettre en place des campagnes nationales de communication contre la manipulation politique et la désinformation en période électorale.

iv. Renforcer la gestion des catastrophes et la résilience environnementale

- Adopter des plans locaux de gestion des risques (inondations, érosions, glissements de terrain) intégrant la prévention, la sensibilisation et la réaction rapide.
- Réhabiliter les systèmes de drainage et de canalisation dans les zones urbaines à forte densité, notamment à Abidjan, Bouaké et Daloa.

- Développer des formations communautaires à la culture du risque, pour permettre aux populations d'adopter les bons comportements en cas de catastrophe naturelle.
- Renforcer la coordination entre les collectivités locales, la protection civile et les ONG afin d'assurer des interventions rapides et coordonnées.

v. Préparer l'échéance électorale dans un climat apaisé

- Garantir un processus électoral inclusif et équitable, assurant la participation de tous les acteurs politiques, y compris ceux précédemment exclus.
- Mettre en place un mécanisme conjoint de veille électorale associant les institutions, la société civile et les observateurs indépendants.
- Prévenir les violences électorales par des dispositifs d'alerte rapide et de médiation préventive dans les localités sensibles.
- Promouvoir le civisme électoral et la participation citoyenne à travers des campagnes de sensibilisation sur le vote pacifique et la responsabilité politique.

Conclusion

Les observations du dispositif d'alerte précoce confirment que, malgré un climat globalement stable, la Côte d'Ivoire demeure exposée à des risques multiples : tensions communautaires, fragilités sécuritaires, défis environnementaux et crispations politiques. Les réponses institutionnelles et communautaires observées montrent une volonté réelle de régulation, mais elles restent limitées par des faiblesses structurelles, un déficit de coordination et une confiance citoyenne encore fragile.

À l'approche de l'élection présidentielle, l'enjeu majeur réside dans la capacité collective à anticiper les crises, renforcer les mécanismes de prévention et consolider les dynamiques locales de paix.

Le dispositif d'alerte précoce du projet RESDECS demeure, à cet égard, un outil stratégique essentiel pour accompagner les décideurs, appuyer les institutions et consolider une paix durable en Côte d'Ivoire.

Annexes

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire					
Narratifs clivants dans les médias (ethniques, religieux, régionaux)		1			1
Nombre de conflits intercommunautaires ou interethniques signalés		1			1
Nombre de propos haineux, xénophobes ou ethnocentrés		1			1
Protestations ou revendications liées à l'injustice sociale ou territoriale		1			1
Tendance des discours de leaders communautaires		1			1
Affrontement autour d'un match de foot			1		1
Gouvernance politique et démocratique en Côte d'Ivoire					
Cadre juridique et institutionnel de protection des droits humains		2			2
Degré d'indépendance de la justice			1		1
Nombre d'arrestations de journalistes, opposants ou activistes			2		2
Respect du calendrier électoral		1			1
Sentiment de peur exprimé par les citoyens		1			1
Paix et Sécurité en Côte d'Ivoire					
Circulation ou détention illégale d'armes légères		1	1		2
Déplacements internes de populations liés à l'insécurité		1			1
Nombre de morts/ blessés dus à des affrontements locaux				1	1
Reformation de groupes armés ou d'auto-défense		1			1
Sentiment d'insécurité ressenti par les populations		3			3
Taux de criminalité violente (vols armés, enlèvements, viols)			1		1
Violence faite aux femmes		1			1
Catastrophe naturelle	1				1
Sécurité Routière			1		1
Trafic de stupéfiants et de drogue			1		1
Flux inhabituel de migrants depuis le Ghana suite à un conflit communautaire		1			1
Attaques armées fréquent			1		1
Enlèvement d'individu par des Groupes d'auto défense			1		1
Présence de Fumoir dans la localité		1			1
Agression sur l'autorité			1		1
Total	1	18	11	1	31

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute